



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU VAL-DE-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France

Service Police de l'Eau

Cellule Paris Proche
Couronne

10 rue Crillon
75194 PARIS cedex 04

13 4225

Nos réf. : Dossier n°75-2013-00037

Vos réf. : Dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau

Affaire suivie par : Claire MAYET

claire.mayet@developpement-durable.gouv.fr

Ligne directe : 01 71 28 46 91

Courriel : spe.driee-if@developpement-durable.gouv.fr

Paris, le 24 avril 2013

L'adjointe au chef du Service Police de l'Eau

à

EXPANSIEL VALOPHIS
21 avenue Saint-Maurice du Valais
94412 SAINT-MAURICE cedex

A l'attention de Monsieur Arnaud VOSGY

Avec accusé de réception

Objet : Notification de récépissé de déclaration

PJ : 1 récépissé de déclaration

Monsieur,

Par courrier reçu le 12 avril 2013, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :

ZAC Petit Pré-Sablères à Créteil (94)

enregistré sous le numéro : 75-2013-00037.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration.

J'attire votre attention, sauf accord formel préalable, qu'il vous est interdit de commencer cette opération avant le 12 juin 2013, délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre déclaration conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

L'adjointe au chef du Service Police de l'Eau

Charline NENNIG



Certificat A1607
Champ de certification
disponible sur demande



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

*Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France*

Créteil, le 24 avril 2013

Service Police de l'Eau

*Cellule Paris Proche
Couronne*

Affaire suivie par : Claire MAYET
claire.mayet@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 01 71 28 46 91

Courriel : spe.driee-if@developpement-durable.gouv.fr

LE PREFET DU VAL-DE-MARNE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration en application du L.214-3 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application du L.214-3 du code de l'environnement ;

VU la déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçue le 12 avril 2013, présentée par la société EXPANSIEL VALOPHIS enregistrée sous le n° 75-2013-00037 et relative à la ZAC Petit Pré-Sablères à Créteil ;

Sur proposition du chef du Service Police de l'Eau,

donne récépissé à :

EXPANSIEL VALOPHIS

située 21 avenue Saint-Maurice du Valais - 94412 SAINT-MAURICE cedex

de sa déclaration relative à la ZAC Petit Pré-Sablères à Créteil (94).

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Les rubriques concernées du décret nomenclature n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
1.1.1.0.	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).	Déclaration	DEVE0320170A
3.2.2.0.	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (A) ; 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (D).	Déclaration	ATEE0210027A

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté interministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration et relevant de la rubrique 1.1.1.0, et dans l'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages ou remblais soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement, et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant ne pourra pas débuter les travaux avant le 12 juin 2013, correspondant au délai de deux mois calculé à partir de la date de réception du dossier de déclaration complet, conformément à l'article R 214-35 du code de l'Environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5ème classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, le montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, des compléments pourront être demandés et des prescriptions particulières éventuellement imposées. Pendant cette même période, et s'il s'avère que le dossier n'est pas régulier, il pourra être fait opposition à cette déclaration.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

Une copie de ce récépissé sera adressée à la mairie de la commune de Créteil où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun, au 43 rue du Général de Gaulle, Case postale n° 8630, 77008 Melun Cedex, par le

déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an dans les conditions définies à l'article R.421-1 du code de justice administrative à compter de la date d'affichage à la mairie de la commune de Créteil.

Le présent récépissé cesse de produire effet si les installations, ouvrages, travaux, ou activités objet de la présente déclaration n'ont pas été mis en service dans un délai de cinq ans ou n'ont pas été exploités durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Conformément à l'article R 214-39 du code de l'environnement, le préfet peut, à tout moment, imposer la modification des prescriptions applicables à l'installation.

En application de l'article R 214-40 du code l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Pour le préfet du Val-de-Marne
et par délégation

Pour le directeur régional et interdépartemental
de l'environnement et de l'énergie empêché

Pour le chef du Service Police de l'Eau,

L'adjointe du chef du Service Police de l'Eau,



Charline NENNIG

PJ : arrêté interministériel du 11/09/03
arrêté ministériel du 13/02/02

